MARCHE VERTE ET CONSCIENCE HISTORIQUE

Le dimanche 9 novembre 1975 la BBC diffusa, dans son buletin nformation de la mi-journée, un commentaire de Philip Windsor, professeur de ence politique à l'Institut d'études africaines et orientales de l'Université de ndres. Pour lui la Marche verte était une technique terroriste inversée où, au u de prendre des otages à l'adversaire, on le lui en fournit à son corps défendant, mettant ainsi dans l'obligation soit de se démettre soit de tuer des victimes nocentes.(1).

Constatons qu'une telle analyse peut aussi bien être appliquée à la itique du Mahatma Ghandi, à celle du pasteur Martin Luther King et à bien utres apôtres de la résistance passive. Cet exemple, parmi d'autres, non lement montre que l'analyse apparemment brillante d'un spécialiste peut être plement inconsistante, mais dévoile la distance incommensurable qui a séparé deux manières dont a été vécue la Marche verte à l'intérieur et à l'extérieur du roc. Il ne nous appartient pas de dire quelle est celle qui se rapproche le plus la vérité objective. D'autres parleront de la Marche verte d'un point de vue -marocain ; nous fixerons notre attention, quant à nous, sur l'aspect intérieur. s rappelerons de temps en temps les réactions de l'étranger, mais pour igner combien elles sont restées précisément **étrangères** à la signification onale de l'évènement. Nous ne nous proposons pas d'arriver à un jugement rique mais de capter une réalité psychologique.

double signification de l'évènement

La Marche verte fut incontestablement un acte politique ayant sa place s un processus en cours depuis de longues années dans l'enceinte des Nations s. Mais elle fut aussi une étape de l'histoire marocaine, un moment de la cience du peuple marocain.

Se plaçant tout naturellement dans la première perspective, le mentateur étranger est amené, devant chaque décision prise, à comparer le tat escompté et le résultat obtenu. Avec le temps son jugement varie

nécessairement. Le 9 novembre 1975 les marcheurs marocains, après avoir pénétré dans le territoire du Sahara sans rencontrer un seul soldat espagnol, étaient appelés à revenir à leur point de départ. Le commentateur de la BBC souligne l'habileté des Espagnols qui ont évité de tomber dans le piège de la violence et ont obligé les Marocains à retourner chez eux les mains vides ; s'ils s'en tiennent là, conclue-t-il, leur marche aura été une farce, s'ils s'entêtent face à une Espagne décidée à résister, elle finira en tragédie. Des années plus tard le même commentateur aura été obligé de convenir que son dilemme n'en était pas un vrai, puisque l'Espagne a fini par comprendre où était son intérêt véritable et que le recul des Marocains s'est révélé être le signe de la victoire. Mais s'il avait pu se placer dès le début dans la seconde perspective, celle de la conscience marocaine, il n'aurait pas eu besoin de cet intervalle de temps pour rectifier son jugement. Il aurait immédiatement saisi que, dans les semaines qui se sont écoulées entre le 16 octobre et le 5 novembre 1975, la Marche verte avait déjà changé de sens, qu'avant même la traversée de la ligne de démarcation de Tah, elle n'était plus ni une farce ni une tragédie mais bien une épopée.

La Marche verte ne fut pas seulement un acte politique ; elle fut autre chose. Quoi donc ? Il n'est pas facile de trouver le qualificatif adéquat. Pour faire bref utilisons une formule bien familère aux essayistes français depuis Ch. Péguy et disons qu'elle fut aussi un acte mystique. Cependant ne faisons pas de ce mot le synonyme de religieux. Le Maroc est un pays musulman, le Roi est Imam des croyants, l'éloquence royale est à caractère éminemment coranique ; néanmoins il suffit d'écouter un prône de vendredi pour saisir qu'un discours peut avoir un contenu religieux sans être pour autant mystique au sens de Péguy. Les allocutions royales durant la Marche verte tranchent sur celles qui les ont précédées ; les mots, les références, le style, l'élocution ne changent guère et pourtant le message est différent. Ce n'est pas la première fois qu'une telle transmutation s'opère dans la vie des nations. Certains discours deviennent **historiques** parce que l'attente des auditeurs leur confèrent unr résonnance que ne pouvait pas totalement prévoir l'orateur, même si, pris lui-même par la fièvre des évènements, il est le premier surpris par le ton inhabituel que prend sa parole. Le caractère historique de tel ou tel message est reconnu d'abord et avant tout par le peuple auquel il est destiné.

Nous devons donc analyser l'attente du peuple marocain à la veille du 16 octobre 1975, attente dans laquelle se réfléchissait la situation créée dans la région par la collision hispano-algérienne. La décision d'organiser une marche pacifique des populaitons marocaines vers le territoire saharien, sans doute inspirée par une profonde méditation sur le présent et le passé du Maroc, fut à la fois une riposte à l'agressivité de nos deux voisins et une réponse à l'expectative des Marocains.

Rappelons une fois pour toutes que dans notre essai de psychologie historique, c'est bien moins l'aspect apparent, perçu de l'exterieur, de l'évènement qui nous importe que ses répercussions dans la conscience des masses marocaines. Après cette mise en garde le lecteur sera certainement moins étonné par nos affirmations.

L'attente

Les journalistes étrangers hostiles à la politique marocaine parlaient de la Marche verte comme d'une opération remarquablement montée ; ils insinuaient ainsi que les masses et les partis politiques furent habilement manipulés sinon outrageusement mystifiés. Pour oblitérer la signification populaire et nationale de l'évènement, ils étaient prêts à reconnaître aux responsables de l'administration marocaine une capacité organisatrice surhumaine, même s'ils s'empressaient d'ajouter que l'esprit grégaire encore vivace dans le pays rendait l'opération relativement aisée.

Il est vrai que nous étions bien préparés à recevoir l'appel du 16 octobre, mais pas au sens où l'entendaient ces journalistes. la Marche verte, en tant que fait concret, mobilisation de 350000 hommes et femmes qu'il fallait assembler, transporter et nourrir dans un territoire désertique et sous les yeux ennemis, se devait d'être minutieusement organisée ; faute de quoi elle se transformait en une tragédie pire que celle du tremblement de terre d'Agadir. Un défi était lancé à l'administration, civile et militaire, marocaine et il fut relevé avec succès et panache. Toutefois cet aspect **logistique**, si remarquable qu'il fût, n'était pas l'essentiel. Le gouvernement aurait en toute hypothèse fini par réunir et transporter aux portes du Sahara le nombre désiré d'individus, mais dans quel esprit ? Dans quelle atmosphère ? Une masse amorphe, passive, absente, aurait-elle pu faire illusion au demi-millier de journalistes venus des quatre coins du globe pour couvrir l'évènement et dont la majorité était loin d'être sympathique aux revendications marocaines ? Tous ont souligné ce qui ne pouvait justement pas être prévu, programmé, **produit**, c'est-à-dire l'enthousiasme des candidats à la marche.

Ils ont été saisis par cette **ferveur** dont ils avaient si peu l'habitude dans leurs propres sociétés et qui pour cette raison même leur parut si étrange, si bizarre, si inouïe. Si l'enthousiasme pouvait être préparé, créé à volonté, comment expliquer l'échec du parti unique algérien lorsqu'il voulut mettre sur pied une **marche rouge**, lui dont la tâche permanente était précisément d'encadrer les masses révolutionnaires ? Les paysans analphabètes suivent partout les ordres, les intellectuels cèdent à la contagion, dit-on ; mais alors que dire du ralliement d'opposants vivant à l'étranger et soumis depuis longtemps à toutes sortes de pressions physiques et morales ?

Ce qui était étrange dans la Marche verte, c'était cette énorme distance entre l'appel politique et la réponse populaire ; réponse qui, submergeant toutes considérations tactiques, transforma en quelques jours des politiciens sceptiques

des bourgeois positifs, des étudiants cyniques en marcheurs convaincus. Des hommes séparés depuis de longues années par l'idéologie et les intérêts se sont retrouvés dans l'enthousiasme de leur passé commun. Ils donnaient l'impression qu'ils n'attendaient qu'une pareille occasion pour laisser libre cours à de profonds sentiments depuis longtemps étouffés. Pendant ces semaines, où tout le pays vivait les yeux tournés vers le sud, les vieux redécouvraient leur jeunesse et les jeunes leur tradition.

Alors que l'été 1975 tirait à sa fin, nous attendions tous un appel ; nous sentions qu'à travers cette attente s'exprimait confusément en nous la mémoire collective. Et c'est ici qu'intervient l'histoire. Il n'était pas difficile de voir que nous vivions une situation comparable à beaucoup d'autres qu'a connues le Maroc dans sa lutte pluriséculaire contre les envahisseurs ibériques. Au mois d'août 1578, à la veille de la bataille décisive d'Oued el Makhazine, le pays était au bord de la désintégration et de l'asservissement ; ce furent les volontaires accourus de tous les coins du royaume qui le sauvèrent du désastre en remportant une victoire retentissante. A l'automne 1859, lorsque les Espagnols sortirent de Ceuta au nom d'une nouvelle croisade et se dirigèrent vers Tétouan, retentit partout l'appel au **jihâd**, c'est-à-dire à la lutte défensive et libératrice, même dans les régions comme le Moyen-Atlas où l'autorité du Makhzen ne s'excerçait pas directement à l'époque ; les combattants volontaires se battirent si bien qu'au dire d'un observateur anglais ils auraient obligé l'armée espagnole à rebrousser chemin si un armistice n'avait pas été signé prématurément. (2).

Par pans entiers le passé réémergeait parmi nous. Nous pouvions à nouveau en avoir une expérience directe. Certains d'entre nous l'apprirent pour la première fois, d'autres y réfléchirent derechef ; s'effacèrent les distinctions entre jeunes et vieux, modernes et traditionalistes, technocrates et idéologues. Certains rôles furent instinctivement repris ; chacun se transforma en ce qu'il devait être. C'est cette métamorphose inattendue qui est à l'origine de cette impression d'étrangeté que ressentirent les observateurs étrangers.

Nous dirons plus loin pourquoi l'opinion publique marocaine, par excès de confiance, montra pendant des années dans l'affaire du Sahara une patience confinant au détachement. Mais à partir de l'été 1974 et jusqu'au 1975, tout au long des mois où le gouvernement préparait le dossier qu'il devait présenter à la Cour internationale de justice de la Haye, de nombreux documents, mémoires, témoignages furent publiés. Toute l'histoire marocaine récente fut présente à la conscience des citoyens. S'il faut à tout prix parler de manipulation, c'est l'histoire elle-même qui se chargea de cette opération, pliant à sa volonté le gouvernement lui-même. Et il arriva ce qui arrive toujours en pareil cas : quand la mémoire ressuscite le passé, l'oubli devient une faute. Avant que le dossier du Sahara fût placé entre les mains des juges de la Haye il fut scruté par l'opinion publique marocaine et celle-ci y vit avant tout un acte d'accusation contre elle-même. Les droits du Maroc sont ostensiblement ignorés, les adversaires ne

cachent nullement leurs ambitions comme s'ils ne redoutaient plus aucune réaction, à qui la faute sinon à nous tous qui avons manqué de vigilance ? L'indépendance fut gagnée grâce à l'unité des rangs, mais nous n'avions pas su préservé cette force. Nous cédâmes trop rapidement aux démons de la division et, de scission en scission, nous laissâmes le peuple se démobiliser, nous fîmes passer au second plan le complément nécessaire de l'indépendance, c'est-à-dire l'intégrité territoriale. La rupture prématurée du consensus national, la préeminence accordée aux intérêts partisans, la victoire de l'égoïsme sur le patriotisme, n'est-ce pas là la cause de tous nos déboires ? Le temps n'est-il pas arrivé de faire taire nos divisions pour faire entendre raison à nos voisins ? Aucune de ces questions ne fut publiquement posée, aucune autocritique ne fut divulguée, mais il n'est pas interdit de penser que ce fut là le cheminement de bien des consciences. Des hommes, que les intérêts, les idéologies, les calculs tactiques séparaient, se rappelèrent d'un coup le temps où ils travaillaient la main dans la main. L'inconscient travaillait en chacun de nous, la volonté d'union était à l'ordre du jour ; elle n'attendait qu'un signal pour se manifester avec éclat.

L'amertume

Nous avons dit que pendant longtemps l'opinion publique marocaine n'avait pas le sentiment que le problème du Sahara exigeait une solution urgente. C'est cette attitude qu'il s'agit maintenant d'expliquer.

Certains aujourd'hui veulent croire qu'au Sahara le Maroc tente de subjuguer un peuple récalcitrant, d'autres qu'il rompt un équilibre auquel tiennent les autres pays limitrophes du territoire. En fait jusqu'en 1974 aucune de ces thèses n'avait cours. Au Sahara le Maroc s'opposait à l'Espagne, Puissance coloniale, c'est ainsi que le problème était perçu à l'extérieur et à l'intérieur de l'Onu. Deux faits le prouvent bien.

Les chefs des Etats non-alignés se réunirent à Alger pendant l'été 1973 ; ils votèrent une dizaine de résolutions réaffirmant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de peuples divers ; parmi elles seule celle concernant le Sahara "dit espagnol" se contente de se référer à la décolonisation du territoire et la libération de ses habitants. Le rattachement au Maroc, fait avec le consentement des élus, peut assurer l'une et l'autre ; il n'était donc pas exclu comme solution au problème. (3).

Devant la Cour de justice de la Haye le Maroc soutenait contre l'Espagne qu'il existait bien entre les deux pays un différent de nature juridique et la Cour lui donna raison dans un arrêt préliminaire.La Mauritanie avait pris la même position. Quant à l'Algérie, elle intervint en tant que partie concernée faisant valoir des considérations de sécurité. On parla au cours des débats, et bien sûr dans l'arrêt final, des populations du territoire, mais à aucun moment on ne mentionna un quelconque mouvement politique symbolisant les revendications de

ces populations. S'il avait été à l'époque présent, actif, reconnu, comment aurait-il pu être ignoré à ce point ? C'est là un point fondamental, que passent sous silence les ennemis du Maroc, et qui seul permet de comprendre le problème tel qu'il se posait en 1974.

A l'époque quand nous jetions un coup d'œil sur la carte du monde et voyions le grand nombre de litiges territoriaux, résolus ou encore à résoudre (Tibet, Cachemire, Goa, Madras, Belize, Cabinda, Timor, Hong Kong, Macao, Malouines, Gibraltar, etc., etc.), nous constations aisément que chaque cas était spécifique. S'il existait bien une procédure qui commençait à faire l'unanimité de l'opinion internationale (le referendum d'autodétermination), celle-ci ne se confondait pas avec la solution politique qui ne pouvait naître que de l'accord négocié entre les pays en conflit. La solution du problème saharien dépendait à l'évidence d'une entente hispano-marocaine. Or, et c'est l'essentiel, jusqu'en 1974, nous n'avons à aucun moment pensé que l'Espagne pût envisager sérieusement l'hypothèse d'un Sahara indépendant. Le nom lui-même nous paraissait incongru ; d'un concept géographique on ne pouvait faire naître une entité politique. Il y avait déjà un Sahara algérien, tunisien, lybien, égyptien, soudanais, somalien, pourquoi ériger en Etat indépendant le seul Sahara marocain. Ceux qui parlaient et parlent encore d'un Sahara occidental ignorent sans doute qu'il en existe déjà un, en Egypte. D'après les chiffres fournis par l'administration espagnole elle-même, le territoire était habité par une cinquantaine de milliers d'individus en majorité nomades [4] ; malgré la découverte récente de gisements de phosphates, il était considéré comme pauvre en ressources et notoirement sous-équipé ; nous ne voyions pas comment il pouvait servir de base à l'édification d'un Etat indépendant viable. Pour le mettre sur pied l'Espagne devait sans doute le peupler, le soutenir financièrement et le défendre militairement pour une période indéterminée, avec la perspective certaine d'attiser l'hostilité du Maroc, de se créer des difficultés à Melilla et Ceuta, de metre en danger la sécurité de la zone du détroit, ce qui ne pouvait plaire à ses partenaires de l'Alliance atlantique.

Partant de cette analyse, nous étions convaincus que l'Espagne cherchait seulement à retarder l'échéance pour obtenir le maximum de compensations, mais qu'elle finirait par céder comme elle l'avait fait pour Tarfaya et Ifni. Nous étions déjà arrivés à nous entendre avec la Mauritanie et le fameux discours du Président Boumédienne devant la conférence des chefs d'Etat arabes réunis à Rabat en octobre 1974 laissait espèrer que l'Algérie accepterait tout accord mauritano-marocain.

C'est cette analyse qui explique ce que nous avons appelé la sérénité de l'opinion marocaine. Nous étions certains que l'Espagne n'avait pas d'autre choix que de s'entendre avec nous, c'est-à-dire de nous rétrocéder le Sahara en contrepartie de certaines concessions que nous étions prêts à lui consentir. Mais le fait est que nous nous trompions lourdement. D'une part nous analysions mal

les motivations des dirigeants espagnols et algériens d'alors ; elles étaient rien moins que rationnelles. D'autre part nôtre patience, mal interprétée, fit croire à un désintérêt réel. Les Espagnols allaient répétant que la revendication du Sahara était celle des partis, non de la nation marocaine ; les Algériens qu'elle servait au gouvernement en place pour regagner une popularité perdue. Mais nous étions si confiants dans la bonne foi de nos voisins, si confortablement installés dans notre optimisme que nous refusions de voir l'évidence. Il a fallu l'incroyable débat devant la Cour de la Haye et surtout les événements totalement imprévus qui eurent lieu au Sahara tout au long de l'été 1975 pour que nos yeux s'ouvrent enfin. Nos deux voisins n'étaient pas intéressés par des compensations ; ils voulaient tout simplement couper le Maroc de ses racines africaines et pour cela ils tenaient à avoir au Sahara un Etat débile dépendant d'eux et viscéralement hostile à toute initiative marocaine. Pour arriver à ce but, chacun des deux pays était prêt à payer à l'autre n'importe quel prix. L'Algérie acceptait que la présence espagnole dans le territoire se perpétuât sous une autre forme ; l'Espagne souscrivait à une prépondérance algérienne au Maghreb. Rien dans ces choix ne nous semblait raisonnable. Comment soutenir sérieusement que chacun des deux pays, en encourageant les ambitions de l'autre, servait ses propres intérêts politiques, économiques ou stratégiques ? Plus tard on avança toutes sortes de raisons plausibles pour rendre compte de cette collision ; mais à l'époque cette alliance entre une Espagne franquiste, mise partout au banc des accusés pour ses violations flagrantes des droits de l'homme, et une Algérie révolutionnaire et socialiste nous paraissait tout simplement contre-nature. Ni la similitude entre les deux structures étatiques ni la complémentarité économique et commerciale ne nous satisfaisait comme justification ; pour nous la seule explication était la haine irraisonnée que nourissaient les dirigeants espagnols et algériens pour la nation marocaine, son histoire et son avenir. A une telle alliance anti-marocaine, comment répondre sinon par l'affirmation éclatante de notre patriotisme ? C'est ce que nous ressentions tous, que nous fussions à l'intérieur ou à l'extérieur du Maroc, proches ou loin des centres de décision. Si notre psychologie n'avait pas été celle-là, l'appel du 16 octobre n'aurait pas eu le retentissement qu'il eut. Peut-être même n'aurait-il pas été ce qu'il a été. Comment imaginer en effet qu'une marche pacifique d'une telle envergure pût être lancée sans la conviction profonde que l'opinion s'y était déjà par elle-même préparée ?

L'intolérable

Laissons à d'autres le soin de décrire les conditions dans lesquelles furent plaidés les différents dossiers devant la Cour de la Haye, d'analyser l'intervention intempestive du gouvernement algérien qui faussa complètement le sens des deux questions posées aux juges internationaux. Rappelons seulement que le représentant algérien reprit les thèses des pires colonialistes du début de ce siècle et nia que le Makhzen était un Etat véritable, remettant ainsi en cause la souveraineté du Maroc sur une bonne partie de son territoire actuel [5]. Peu à

peu, à notre étonnement, le débat de la Haye changeait de nature : c'était la réalité de l'Etat historique marocain qui était en cause. Chaque intervention de nos adversaires fustigeait notre conscience, et quand venait le tour du délégué algérien il utilisait des termes que le colonialiste le plus haineux n'eût certainement pas choisis.

Plus grave encore que cette bataille juridique était la situation au Sahara même. Il existait depuis longtemps un accord tacite entre les gouvernants d'Alger et les éléments les plus farouchement anti-marocains de l'armée et de l'administration espagnoles. Ayant recours à une recette éprouvée par tous les colonialistes du monde, les Algériens s'attachèrent certaines tribus **Regueibat** qui nomadisaient entre Guelta Zemmour et Tindouf ; ils regroupèrent à Alger des étudiants originaires du territoire et des régions avoisinantes et les encouragèrent à s'organiser en mouvement de libération sous la direction d'officiers algériens et espagnols. Au moment où les regards étaient tournés vers la Haye, l'armée franquiste évacuait la plus grande partie du Rio de Oro et l'est de la Sakia al-Hamra pour concentrer ses forces au Nord du territoire face au Maroc. Les zones évacuées étaient occupées sur le champ par l'armée algérienne sous couvert du mouvement nouvellement créé dont la propagande était amplement et simultanément diffusée par les radios d'Alger et de Madrid. Ainsi durant l'été 1975 la situation sur le terrain devenait pour nous Marocains tout simplement intolérable. L'Algérie qui n'avait aucun droit sur les provinces sahariennes s'y trouvait bel et bien installée, tandis que le Maroc qui n'avait cessé d'œvrer pour leur libération était sur le point d'être exclu du processus même de leur décolonisation. Nous étions pratiquement mis devant un fait accompli, bien avant qu'une solution diplomatique eût été esquissée. Ou nous rétablissions rapidement, d'une manière ou d'une autre, la situation sur place ou nous étions à bref délai forcés d'abandonner tout espoir de jamais récupérer un territoire qui juridiquement aurait dû nous être rétrocédé immédiatement après la déclaration de notre indépendance et que nous avions d'ailleurs presque totalement libéré en 1958.

Nous attendions donc une riposte qui ne devait pas trop tarder, car nous savions alors avec certitude où menait inéluctablement le cours des choses. Le Roi avait solennellement déclaré que le Maroc n'acceptera jamais d'être coupé de ses racines africaines par un Etat factice dont le rôle serait de contrecarrer toute initiative marocaine. La propagande déversée chaque jour contre "les expansionnistes du Nord" par la radio locale de Laayoune nous donnait un avant-goût de ce que serait la politique de cet "Etat révolutionnaire".

Mais comment concrétiser ce refus ? Les partis politiques conseillaient une intervention armée immédiate. Avaient-ils cependant une idée exacte du rapport des forces au Sahara ? N'allions-nous pas tomber dans un piège tendu par nos adversaires puisqu'en recourant à la force nous mettions un point final au processus que nous avions nous-mêmes engagé devant la Cour de la Haye et qu'ils n'avaient jamais accepté dc gaîté de cœur ? Ne risquions-nous pas de voir se renouveler la masquerade de 1963 quand le Maroc victime de graves empiétements sur son territoire fut condamné comme agresseur, quand il décida de répliquer, par une opinion systématiquement désinformée par des régimes intéressés à gagner la sympathie de la jeune Algérie indépendante ? Une intervention armée donnera-t-elle des résultats durables ou bien sera-t-elle un simple baroud d'honneur et dans ce cas avions-nous le droit de demander un tel sacrifice inutile à notre armée ?

Nous nous posions ces questions dans une atmosphère chaque jour plus lourde car avec le temps nous craignons fort que la situation nouvellement créée au Sahara ne se consolidât. Plus notre réplique tardait et moins elle avait de chance d'être efficace, mais si elle précédait la publication de l'avis de la Cour de la Haye elle serait certainement mal jugée par l'opinion internationale. Chaque jour qui passait mettait notre patience à l'épreuve ; notre angoisse augmentait, notre attente devenait fébrile.

Le discours du 16 octobre vint pour répondre à cette attente, pour apaiser cette angoisse. D'où son retentissement.

La riposte

Bien après la fin de la Marche verte des responsables algériens ont avoué qu'ils avaient étudié toutes les possibilités, qu'ils s'étaient préparés à toutes les éventualités, sauf à celle qui finalement eut lieu. En vérité une marche populaire pacifique était une hypothèse si difficilement concevable qu'au lendemain du 16 octobre beaucoup à l'étranger ne la prirent pas au sérieux ; au Maroc même il y eut un décalage sensible entre la réponse immédiate des masses populaires et la réaction un peu plus circonspecte de la classe politique.

Les choix réellement historiques créent toujours la surprise alors qu'ils sont attendus. Durant l'attente chacun réfléchit à toutes sortes d'éventualités, mais il y en a une à laquelle personne ne pense parce qu'elle paraît ou trop simple donc inefficace ou trop compliquée donc impraticable et c'est justement celle-là qui, choisie, se révèle effective et praticable.

Algériens et Espagnols croyaient nous avoir emprisonnés dans un dilemme dramatique : ou nous continuons dans la voie que nous avons nous-même proposée et nous perdions le Sahara quel que fût l'avis de la Cour de justice puisque le fait accompli sur place l'aurait vidé de toute signification pratique, ou nous intervenions militairement et nous devenions agresseurs sans être sûrs pour autant de pouvoir changer la réalité saharienne nouvelle. Une autre solution était proposée : armer les nombreux réfugiés sahraouis et les lancer dans une guérilla contre les forces d'occupation espagnoles, mais dans notre

perspective politique ils ne pouvaient être que des Marocains originaires du territoire libérant une partie occupée de leur patrie ; ils ne pouvaient pas se présenter comme des nationalistes sahraouis luttant contre une présence coloniale avec l'aide d'un gouvernement ami ou allié. C'était là une solution peut-être militairement efficace mais très dangereuse politiquement (6). Il semblait bien que nous n'avions le choix qu'entre la passivité ou l'aventure.

Or le discours royal du 16 octobre réussit à échapper au dilemme puisqu'il décidait d'intervenir mais pacifiquement. Ce n'est pas l'armée marocaine qui allait attaquer les forces espagnoles, ce ne sont pas des Marocains d'origine sahraouie qui allaient s'infiltrer dans un territoire disputé, c'est le peuple marocain qui allait concrétiser sur place les liens de fraternité qu'exprime une commune allégeance au Trône, liens dont la Cour de la Haye venait de reconnaître la validité. Ni désistement ni agression mais intervention pacifique. Du coup le dilemme changeait de camp : c'est l'Espagne et l'Algérie qui étaient désormais obligées soit de laisser faire et voir s'effondrer leur politique soit d'arrêter par la force une marche pacifique et être condamnées par une opinion internationale qui, devant le sang innocent versé, n'aura pas la patience d'écouter des arguties juridiques.

Renversement de la situation. Par la magie d'un discours ? Oui, mais soyons précis, quel discours ? Celui qui a été lu ou celui qui a été entendu ? Il faut distinguer en toute rigueur entre l'allocution et le message.

Le discours que le Roi Hassan II a lu est connu de tous. Nous pouvons préciser les circonstances de sa genèse sans pour autant saisir ses sources profondes. Durant les longs mois d'été furent commémorés plusieurs anniversaires : le 9 juillet celui de la naissance du Souverain, le 4 août la grande victoire marocaine sur les envahisseurs ibériques à Oued el Makhazine (1578), le 20 août la déportation du Roi Muhammad V et de sa famille. Le Souverain alla à Zerhoun prier sur la tombe d'Idrîs 1er, fondateur de la première dynastie musulmane au Maroc. Le 8 septembre commença le Ramadan, le mois de jeûne, de prières et de méditation. Le Roi, comme on le voit, eut plusieurs occasions de s'adresser au peuple et de réfléchir sur les hauts faits de l'histoire marocaine, ancienne ou récente. Mais ce n'est là que l'environnement psychologique et mental. Quand et comment a jailli l'idée d'une marche populaire pacifique ? Personne, sauf le Roi, ne le sait d'une manière sûr et certaine. Devant l'inattendu, la rupture du cours habituel des choses, nous parlons ordinairement d'inspiration, de coup de génie, et c'est bien en ces termes que l'idée de la Marche verte a été décrite.

Au delà du discours essayons cependant de déchiffrer le message. Le Roi n'a-t-il pas lui-même dit : "Je parle par allusion car je sais, cher peuple, que tu me comprends à demi-mot et saisis mes intentions les plus profondes." Il y avait donc bien un second discours derrière les mots du premier, et c'est celui-là qui a

entraîné la réaction que nous connaissons et fait de la Marche verte un événement unique dans l'histoire de l'aprè-guerre. L'historien doit ici faire preuve d'imagination ; ne pouvant affirmer, il doit proposer, suggérer, au vu des résultats constatés. Le message peut être reconstitué en quelques mots : Aujourd'hui ce n'est pas le fils de Muhammad fils de Yûsuf, occupant le trône du Maroc, qui vous parle, c'est le symbole de l'Etat et de la tradition, le contractant de la **bay 'a**. Le Maroc est en danger, l'heure a sonné de renouveler le serment d'allégeance. Réincarnant tous les Rois du Maroc qui ont tenu leur promesse, je prends solennellement l'engagement que, quoi qu'il arrive, quoi qu'il en coûte, je n'accepterai pas que le Maroc soit lésé. J'ai fait mon choix ; à toi, cher peuple, de faire le tien ; je t'en donne le moyen et le calcul de nos ennemis sera déjoué.

La réponse à un tel appel ne pouvait pas faire de doute car il exprimait ce que l'opinion marocaine attendait ; celle-ci voulait un acte, le Souverain l'accomplit et invite ses sujets à l'imiter. Il devient ainsi réellement, effectivement, le premier des Marocains et du coup renouvelle le geste héroïque du 20 août 1953.

Si le discours du 16 octobre 1975 eut un immense retentissement dans les consciences, c'est parce qu'il était plus qu'un discours ; il était bel et bien un acte et comme tous les actes royaux, depuis la plus haute antiquité, il était, d'une certaine manière, sacrificiel.

Les responsables algériens, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de détailler ici, n'ont rien compris à cet aspect des événements, bien que nombre d'entre eux aient vécu au Maroc l'expérience du 20 août. Ils ont commis l'erreur de s'acharner sur la personne du Roi ; ce faisant ils rendaient clair le sens implicite de son discours. Le caractère symbolique de tout ce qui touchait au Souverain s'accentua encore et à travers lui s'approfondisait la communion de tous les Marocains.

La fête

La Marche verte fut le règne absolu des étendarts

Devant la localité de Tah, évacuée par les forces espagnoles, se sont mêlés le 6 novembre 1975 aux drapeaux marocains ceux des nations sœurs et amies. Il y avait aussi une bannière étoilée. L'hebdomadaire **AfricAsia**, organe de propagande algérienne, s'attarda sur celui-là seul et l'accompagna de cette légende : C'est signé. Il voulait dire : Voici la preuve que la Marche verte est un complot monté par l'Amérique pour déstabiliser la Révolution algérienne. En réalité il s'agissait de deux étudiants d'outre-Atlantique qui, retrouvant l'atmosphère colorée et bon enfant des campagnes électorales de leur pays, suivaient cette fête mobile qui se transportait de Marrakech à Agadir puis à Tarfaya et enfin à Tah.

Et il est bien vrai que la Marche verte fut avant tout une grande fête populaire, innocente, fraternelle, sans arrière-pensée agressive. Elle constituait

sans doute une riposte aux manœuvres hispano-algériennes et, en ce sens, était dirigée contre une politique déterminée, mais à aucun moment elle ne s'est transformée en une campagne de haine contre les peuples voisins. Dans la joie de nous retrouver nous avions oublié jusqu'à notre amertume, jusqu'au démenti infligé à notre espoir de concorde et d'amitié. Nous avions fait de cet immense rassemblement une cérémonie commémorative et purificatoire par laquelle nous affirmions notre identité, notre fidélité à nous-mêmes et à notre patrimoine ; en un mot nous en fîmes un grand **moussem**, comparable à ceux qu'organisaient annuellement les confrèries et que ralliaient les frères de tous les coins du pays. Cet automne-là le **moussem** fut national et le pélerinage eut pour destination le Sahara.

Rien n'exprime mieux cet esprit que l'air émouvant du chant de la **Massira** qui pendant trois semaines a bercé tout le pays, avec sa discrète réminisence des accents patriotiques de la seconde symphonie de Sibélius, et qu'aujourd'hui encore nous ne pouvons écouter sans émotion.

Tout aurait pu se terminer le 9 novembre dans une réconciliation générale. Une nouvelle ère de compréhension et d'entente aurait pu s'ouvrir dans la région. Avec l'accord de Madrid (14 novembre 1975) nous pensions avoir retrouvé l'amitié de l'Espagne et nous espérions que l'Algérie sera encouragée par le nouveau cours des évènements à revenir à de meilleurs sentiments. Encore une fois notre optimisme devait se révéler mal placé, à court terme tout au moins, tant le signe a sa propre logique. Les Espagnols ont perçu la Marche verte comme un appel à une nouvelle croisade et il a fallu l'action sage et clairvoyante de leurs plus hauts dirigeants pour qu'ils se persuadent enfin que, loin d'avoir porté atteinte à leurs véritables intérêts nationaux, la Marche verte leur a permis de se libérer à temps d'un guépier qui aurait retardé la démocratisation de leur régime et bloqué l'intégration de leur pays à la communauté européenne. Quant aux Algériens, ils se sont entêtés à voir dans notre marche visant à libérer le Sahara d'une présence coloniale anachronique, une mobilisation déguisée contre leur pays et leur régime. Ils ont voulu l'effacer des annales alors qu'elle fait désormais partie de notre conscience, ayant été ce moment magique où tout notre passé a basculé dans notre présent vécu.

Cinquième Partie

LA COLONISATION EN PERSPECTIVE